

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse

Herausgeber: Schweizerischer Forstverein

Band: 46 (1895)

Rubrik: Vereinsangelegenheiten = Affaires de la Société

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

zu fallen beginnt, ausgezogen, um per Wagen den verschiedenen Sägewerken des Greyerzerlandes zugeführt zu werden.

Das diesem Hefte beigegebene Bild stellt die letztjährige Holztrift dar. 9200 Sagklötze, der Firma Genoud und Peyraud in Tour de Trême bei Bulle gehörend, waren am 19. Mai 1894 in der Chaudanne aufgestaut.

Die Holztrift in der Saane ist nicht möglich, ohne Schaden für die Anstösser zu verursachen und werden deshalb auch die letztern vom Staate in angemessener Weise entschädigt. Trotzdem haben sie im Jahr 1893 an den Grossen Rat das Gesuch gerichtet, es möchte in Zukunft die Holztrift in der Saane ganz verboten werden. Die Behörden konnten sich jedoch nicht entschliessen, die natürliche Bringungsweise für die Waldprodukte einer ganzen Gegend zu untersagen und dies um so weniger, als durch den Transport von über 9000 Sagklötzen die einzige Thalstrasse sehr stark mitgenommen worden wäre. Es blieb daher in betreff der Bewilligung zum Holztriften beim alten, hingegen wurden die dafür zu bezahlenden Taxen erhöht, um auch die Anstösser für den ihnen entstehenden Nachteil etwas reichlicher entschädigen zu können.

Vereinsangelegenheiten — *Affaires de la Société.*

Protocole

des discussions, travaux et excursions de la Société des Forestiers suisses réunie à Fribourg les 20, 21 et 22 Août 1894.

Une soirée familière, à l'Hôtel du Gothard réunissait la plupart des participants à la fête, arrivés à Fribourg, le 19 août au soir. Le lendemain, 20, à 8 heures du matin, la séance est ouverte dans la salle du Grand Conseil par M. Théraulaz, conseiller d'Etat, président, M. Bossy, conseiller d'Etat, désigné pour ces fonctions étant retenu par une indisposition.

M. *Théraulaz*, dans un discours d'une remarquable élégance, salue les forestiers suisses accourus si nombreux à Fribourg; quelques-uns étaient déjà présents à la réunion forestière de Fribourg en 1874. Il donne un court aperçu de la situation forestière actuelle du canton

de Fribourg, faisant ressortir surtout l'augmentation de l'aire forestière résultant de nombreux achats de paturages, boisés ensuite par l'Etat. Il nous donne encore quelques renseignements relatifs au rendement des diverses classes de forêts du canton de Fribourg, puis il nous entretient de la question piscicole dont les forestiers fribourgeois ont à s'occuper.

Suit la discussion des intérêts de la Société.

Le bureau choisit comme secrétaires: MM. *de Gendre* et *Von der Weid*, comme scrutateurs MM. *Müller* et *Biolley*.

Se sont fait excuser de leur absence à la réunion: MM. Landolt, de Wattenwyl, Rüedi, von Tscharnner, Schnyder, Schönenberger et Häusler.

MM. Boppe, directeur de l'Ecole forestière de Nancy, Viellard à Paris et Bourdin à Pontarlier ont envoyé leurs regrets de ne pouvoir participer à notre réunion.

Nous constatons avec plaisir la présence parmi nous de M. Spren- gel, forestier royal de Prusse et professeur à l'Académie de Popelsdorf à Bonne.

Monsieur l'inspecteur général *Roulet* donne lecture du rapport du Comité permanent de la Société des forestiers suisses sur son activité en 1893/94.

Messieurs,

Appelé à la présidence de votre comité permanent, un peu par la confiance de mes collègues, surtout à cause des nombreuses années que j'y ai déjà passées, je viens aujourd'hui, faisant usage d'un droit et d'un honneur, vous présenter le rapport traditionnel sur notre activité depuis votre dernière réunion.

Succéder à un homme de la valeur de mon prédécesseur n'est pas un jeu. Soyez persuadés que je ne me fais aucune illusion sur le poids de la tâche que j'ai assumée, et veuillez m'accorder largement l'indulgence dont je sais avoir un si grand besoin.

Avant de commencer le rapport que nous avons à vous présenter, permettez nous de remplir un devoir. Nous voudrions rendre l'hommage qu'il mérite, à notre éminent président, sorti de charge l'année dernière, le professeur honoraire Landolt.

Nous voudrions profiter de cette dernière occasion qui s'offre à nous, pour vous rappeler l'homme énergique, fils de ses œuvres, le professeur émérite, qui a formé cette phalange de forestiers suisses, actuellement en activité de service, dont la valeur scientifique et technique a été si souvent enviée par leurs collègues qui ont étudié à l'étranger, enfin le bon conseiller. Nous voudrions vous rappeler toutes les qualités de cet homme de bien et constater avec vous la grandeur du vide que sa retraite a creusé dans le champ de notre activité.

Le passage de Landolt parmi nous, Messieurs, a laissé une trace lumineuse! Entretienons la, chers camarades! Gardons sa mémoire en honneur, et que son souvenir demeure dans nos cœurs, solide, fidèle et loyal comme l'est son caractère!

— Au mois de février 1893, la récapitulation du catalogue des membres accusait :

Membres honoraires	4
Membres actifs suisses	243
Membres actifs étrangers	7
	soit un total de 254 membres.

Au mois de février 1894, les chiffres étaient les suivants :

Membres honoraires	5
Membres actifs suisses	271
Membres actifs étrangers	9
	soit 285 membres,

ou une augmentation de 31 sur l'année dernière.

Vous vous réjouirez avec nous, Messieurs, à la constatation de ces chiffres encourageants, et ferez votre possible, chacun dans sa sphère d'action, pour les augmenter encore.

— Le résultat de l'exercice financier est le suivant :

Recettes.

Solde au 30 juin 1893	fr. 1784. —.
Cotisations pour 1894 et divers	„ 1506. —.
	Total fr. 3290. —.

Dépenses.

Journal forestier 1893	fr. 1176. 60.
Comité permanent	„ 162. 80.
Divers	„ 1260. —.
	Total fr. 2599. 40,

laissant un solde de *fr. 690. 60* au 30 juin 1894.

Nous devons ajouter que l'augmentation sensible que vous aurez remarquée dans les dépenses, provient de deux postes extraordinaires : d'abord le cadeau offert par la Société à son ancien président, et ensuite la publication de la brochure jubilaire. Ces deux postes seuls s'élèvent à *fr. 1173. 90*.

Disons encore avant de finir la partie du rapport concernant les comptes annuels, que M. Landolt a refusé, d'une manière absolue, toute rémunération pour la rédaction de la brochure.

Etat du fonds „de Morsier“.

Au 30 juin 1893 il se montait à	fr. 5329. 75.
Au 30 juin 1894 il se monte à :	
Capital	fr. 5000. —
Produit	„ 491. 30
	„ 5491. 30.

Il a donc augmenté de fr. 161. 55.

Il ressort de ces chiffres que nous avons une somme disponible de *fr. 491. 30*.

Le comité, après avoir examiné la question, vous propose d'engager, par une publication dans le „Journal“, les jeunes forestiers qui désireraient entreprendre un voyage d'étude, à s'adresser à lui pour recevoir une allocation leur facilitant leurs projets.

Ils adresseraient au Comité un rapport qui serait communiqué aux membres de la Société par la voie du journal forestier.

— Le Comité permanent a tenu trois assemblées, les 13 mars et 3 juillet à Berne et le 19 août à Fribourg.

— Le „Journal“ a continué de paraître en 1894, mais, comme vous l'aurez tous constaté, sous une autre forme. Le Comité, d'accord avec le nouveau rédacteur, notre collègue D^r Fankhauser, a pensé qu'il était urgent d'abandonner la publication trimestrielle pour reprendre l'ancienne. Cette dernière, mensuelle, présente de nombreux avantages qu'il serait superflu d'énumérer ici.

Nous avons aussi essayé de donner un peu plus d'extension à la partie française qui était nulle jusqu'ici. Nos essais n'accusent pas une réussite complète, toutefois nous osons espérer que nous y arriverons et que nous augmenterons ainsi le nombre des abonnés romands.

Disons encore à ce sujet, qu'à notre grand regret, M. le professeur Bourgeois, qui avait été désigné comme rédacteur avec M. le D^r Fankhauser, a absolument refusé d'accepter cette charge. Nous avons pensé qu'il ne nous appartenait pas de prendre une décision dans ces circonstances.

Nous vous apportons la question intacte et vous prions de décider si vous voulez maintenir la double rédaction ou continuer avec le rédacteur actuel seul.

— L'assemblée de 1893, appuyant une proposition de MM. les reviseurs de comptes, avait renvoyé au Comité la question d'une rémunération plus large à accorder aux auteurs des articles originaux envoyés au Journal.

Après l'avoir examinée, le Comité se déclare d'accord, en demandant toutefois de pouvoir fixer le moment où cette juste majoration pourra être introduite sans danger pour les finances de la société.

— Le Comité ne possédant plus un seul exemplaire des *statuts* a pensé devoir, non seulement en soigner la réimpression, mais profiter de la circonstance pour les soumettre à une révision qui s'impose.

En effet, à deux reprises, l'assemblée générale y a déjà introduit des modifications fondamentales. Nous voulons parler de la latitude laissée au Comité permanent de recevoir de nouveaux membres entre les réunions annuelles, et de l'augmentation du nombre des membres du Comité, porté de 3 à 5.

Cet état de choses a engagé le Comité à vous proposer de le charger de procéder à cette révision, après s'être adjoint 2 membres de la Société et de présenter à la réunion de 1895, le projet qui sera sorti de ses délibérations. Une fois adoptés, les nouveaux statuts seraient remis à tous les anciens membres, ainsi qu'à chaque nouveau membre, au moment de sa réception.

Nous pensons que, persuadés de la nécessité et de l'urgence de notre proposition, vous voudrez bien l'adopter.

— Nous avons l'honneur, en outre de vous proposer, après nous être assurés de l'acceptation des autorités, le Canton du Tessin pour la réunion de 1895. Nous avons cru qu'après les réunions de Zurich, Berne et Fribourg, les collègues ne craindraient pas de se serrer la main dans un canton excentrique.

Nous vous proposons enfin comme président local, M. le conseiller d'Etat Simen et comme vice-président M. l'inspecteur cantonal Merz.

— La question de la participation de la société des forestiers suisses à l'exposition nationale de 1896 à Genève, ayant été soulevée, le Comité a cru devoir s'en occuper.

Ses membres auraient compris à la rigueur une exposition forestière suisse générale, sous le patronage de la Société, mais n'ont su percevoir ce qu'elle pourrait exposer étant donné son champ d'activité.

Toutefois nous pensons que maintenant que cette question a été soulevée, elle mérite d'être discutée ici, et c'est dans ce but que nous en parlons, la soumettant à vos délibérations.

Nous serons heureux de mettre à exécution les décisions qui en sortiront.

— Les décisions concernant l'amélioration et l'extension du programme de l'école forestière, prises dans la dernière assemblée, ont été transmises en temps opportun au Conseil fédéral.

Le comité permanent, en son nom personnel, y avait ajouté une requête motivée, demandant l'introduction d'un cours spécial sur la chasse. Ces pièces ont été transmises au conseil de l'école qui les étudiera, nous en avons la certitude, avec la sollicitude qu'elles méritent.

— Dans son rapport de 1893 le comité permanent avait proposé de ne pas entrer en matière, pour le moment, sur la motion Baldinger, concernant l'amélioration des traitements du personnel forestier inférieur.

M. Baldinger, appuyé par la majorité de l'assemblée, ayant demandé dans la réunion de Berne, que le nouveau comité permanent recueillit des données statistiques sur l'état des traitements affectés aux gardes et aux sous-forestiers, nous nous sommes occupés de cette question et déposons aujourd'hui sur le bureau le résultat de nos recherches.

Nous avons même été plus loin que ne le demandait l'honorable motionnaire, en chargeant deux de nos collègues, les inspecteurs Ruedi et Puenzieux, d'accompagner d'un bref rapport le dépôt des matériaux qu'ils avaient péniblement obtenus.

Nous vous laissons, Messieurs, le soin de prendre toute décision au sujet de l'utilisation qu'il y aura lieu de faire des données recueillies.

— Outre notre rapport dans ses généralités que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation, nous prenons la liberté de soumettre plus spécialement à vos délibérations les quelques points suivants :

- 1° La somme disponible du „Fonds Morsier“ sera-t-elle utilisée selon les propositions du Comité?
- 2° L'assemblée maintient-elle la double rédaction du journal ou veut-elle la continuation de l'état actuel?
- 3° Les statuts seront-ils révisés? si oui, les propositions du Comité à ce sujet sont-elles adoptées?
- 4° La société des forestiers suisses exposera-t-elle à Genève en 1896?
- 5° L'assemblée donne acte au Comité du dépôt sur le bureau des matériaux statistiques réclamés par M. Baldinger.

Au nom du comité, son président, M. *Roulet*, propose d'employer l'intérêt du fonds Morsier (frs. 491. 30) à subventionner un jeune forestier en vue d'un voyage d'étude, relaté au retour dans un petit rapport.

Cette proposition est adoptée aussitôt.

M. le Dr *Fankhauser*, en sa qualité de rédacteur du Journal suisse d'économie forestière, nous expose la situation actuelle de la rédaction. Ses instances auprès de M. le professeur Bourgeois, pour le décider à se charger de la partie française de notre journal ont été inutiles. Il a essayé ensuite de s'adresser à différents forestiers de la Suisse romande pour obtenir leur concours. Il espère de cette manière pouvoir dans la suite donner à la partie française du journal une juste extension et pouvoir ainsi se passer de rédacteur adjoint.

M. *Roulet* propose le maintien d'un rédacteur unique, comptant sur la bonne volonté des forestiers de langue française pour fournir quelques articles.

On passe à la votation. La proposition de M. Roulet est adoptée par une majorité évidente.

Au nom du Comité M. *Roulet* émet l'avis que la révision des statuts ne doit pas être retardée davantage. Il demande que deux membres soient adjoints au Comité pour étudier cette question qui serait présentée à l'Assemblée de 1895.

M. *Fankhauser*, père, estime que cette tâche doit être laissée au Comité permanent, attendu que ce Comité a déjà été augmenté de deux membres l'année dernière; en lui adjoignant encore deux membres on augmenterait les frais.

La proposition de M. Fankhauser est adoptée par 33 voix, celle du Comité en obtient 2. En conséquence la révision totale des statuts est laissée aux soins du Comité permanent. Les nouveaux statuts devront être présentés à l'approbation de l'assemblée en 1895.

Le Comité de sylviculture de l'exposition nationale de Genève, par l'organe de son président, M. l'inspecteur fédéral *Coaz*, nous fait part de ses décisions. Les exposants de la section Forêts, chasse et pêche auront à leur disposition un pavillon, une pépinière et un parc, dans lequel seront exposées les essences forestières de notre pays, soit indigènes, soit exotiques acclimatées. M. Coaz émet le vœux que les membres de la Société des forestiers suisses participent à l'Exposition nationale de Genève.

M. *Biolley* estime que la Société des forestiers suisses doit participer à l'exposition comme société.

M. *Baldinger* appuie chaudement la proposition de M. *Biolley*. Il faut, dit-il, faire connaître notre société afin de lui procurer des adhérents. Le choix des matériaux à exposer pourrait être laissé au Comité permanent.

M. *Puenzieux* est du même avis que les préopinants et il désirerait que l'on exposât seulement les ouvrages capables de mettre en relief notre société. Il propose donc qu'il soit exposé dans la section „Activité des sociétés forestières“.

M. *Mallet* propose d'adopter le principe, mais de laisser au Comité permanent le choix du mode et des sujets à exposer.

M. *Neukomm* demande que la question de principes soit tranchée.

M. *Roulet* voudrait que M. *Baldinger* et M. *Biolley* fussent adjoints au Comité afin d'étudier le mode de participation de notre société à l'exposition, question moins aisée à résoudre qu'elle ne le paraît.

A la votation la participation à l'exposition est admise en principe. M. *Baldinger* et M. *Biolley* sont adjoints au Comité.

M. *Frey* demande qu'il soit tenu compte de la proposition de M. *Puenzieux* et que l'on s'en tienne strictement à la rubrique „Activité des sociétés forestières“.

M. *Roulet* désire qu'il soit accordé pleins pouvoirs au Comité permanent. Celui-ci tiendra les membres de notre société au courant soit par circulaire, soit par l'organe de notre journal.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Comité permanent demande qu'il lui soit donné acte du dépôt sur le bureau des matériaux statistiques réclamés par M. *Baldinger*.

Cette question ne demandant aucune discussion l'assemblée donne acte de dépôt au Comité selon sa demande.

M. *Biolley*, réviseur des comptes pour l'exercice écoulé, informe la société que le fonds Morsier consiste en titres du chemin de fer au 3^o/_o et en un dépôt de frs. 700 à une banque de Neuchâtel. Il propose de donner au Comité décharge des comptes avec remerciements.

M. *Merz*, réviseur avec M. *Biolley* confirme l'exactitude du dire de son collègue et propose l'adoption des comptes avec remerciements au Comité.

Personne ne faisant opposition à la demande de MM. les réviseurs, les comptes sont adoptés avec remerciements.

On passe ensuite à la réception de nouveaux membres. Six candidats sont présentés, à savoir :

- M. *Bohrer*, Bernard, Waldinspektor, Laufen.
- „ *Evéquo*z, Henri, inspecteur forestier à Monthey.
- „ *Estermann*, Nicolas, Waldinspektor, Beromünster.
- „ *Meyer*, Joseph, V. Prés. de la Commune de Laufon.
- „ *Moreillon*, Maurice, cand. forestier, Nyon.
- „ *Niquille*, Casimir, Inspecteur général, Fribourg.
- „ *Simen*, Conseiller d'Etat, Bellinzona.

Tous ces candidats sont reçus à l'unanimité membres de la Société des forestiers suisses.

Les réviseurs des comptes du prochain exercice sont désignés dans la personne de MM. Merz et Biolley.

M. *Roulet* propose que la Société se réunisse au Tessin en 1895. Il est assuré que nous y serons reçus avec enthousiasme.

Aucune opposition ne survenant, le Tessin est choisi pour lieu de fête pour 1895.

M. *Roulet* propose de désigner M. Simen, conseiller d'Etat comme président de la fête et M. Merz comme vice-président.

Cette proposition est immédiatement adoptée.

M. *Puenzieux* donne lecture de son rapport sur la question des traitements du personnel forestier inférieur.

(Ce travail ayant paru in extenso dans le Journal suisse d'économie forestière, Mars 1895, je m'abstiendrai de le résumer.)

M. Rüedi, empêché d'assister à la réunion, nous envoie, comme rapporteur allemand, les conclusions de son étude, qui peuvent se résumer à une. Il estime, que le seul moyen d'améliorer la situation du personnel forestier inférieur est la création d'arrondissements de gardes, permettant de demander davantage des forestiers inférieurs, mais par contre entraînant une augmentation suffisante de solde.

M. *Puenzieux* propose de se ranger à l'avis de son collègue M. Rüedi.

M. *Baldinger* remercie les rapporteurs pour leur intéressante étude. Il constate que l'amélioration de la situation du personnel forestier inférieur est assez difficile mais non pas impossible. Il demande que la situation actuelle des forestiers subalternes soit *officiellement* constatée par la Société suisse des forestiers et que celle-ci s'occupe sérieusement des mesures à prendre pour obtenir une amélioration. On pourrait s'adresser à la Confédération et lui demander son appui. Il demande que l'on discute immédiatement des moyens à employer pour obtenir une amélioration. Il craint que, si la discussion n'était pas immédiate, le Comité ne laisse tomber la question au panier.

M. *Roulet* croyait la tâche du Comité terminée par le dépôt des matériaux statistiques. Il est cependant d'accord avec M. *Baldinger* en ce sens qu'il estime une amélioration évidemment nécessaire. Il ne pense pas que ce soit à la Confédération à mettre la main à cette besogne, ni même aux Cantons, c'est le chef de service, c'est l'inspecteur général qui doit prendre en mains cette initiative. Le remède ne consiste pas dans l'augmentation du traitement, mais dans l'agglomération des forêts et la formation de cantonnements de gardes permettant à ceux-ci de vivre aisément d'un travail uniquement forestier. Cela ne peut pas se faire manu militari, c'est un apostolat, travaillant les administrations qui pourra seul arriver à un résultat efficace.

M. *Théraulaz* demande que les matériaux statistiques touchant cette question soient remis aux Cantons pour étude. Ce serait un moyen de faciliter les améliorations demandées.

M. *Baldinger* appuie la proposition de M. Théraulaz.

M. *Bertholet* est enchanté de voir soulever cette question à nouveau. Il ne croit pas que l'intervention de la Confédération ait un grand résultat; la presse pourrait stimuler les administrations et arriver à obtenir cette formation de cantonnements qui est le vrai remède à la situation actuelle.

M. *de Coulon* estime que l'apostolat dont a parlé M. Roulet sera un moyen plus efficace que la presse.

M. *Roulet* pose la question de principe. La société des forestiers suisses admet que le seul moyen d'améliorer la situation du personnel forestier inférieur est l'agglomération des forêts permettant une augmentation de traitement.

M. *Baldinger* dépose la motion suivante :

La société des forestiers suisses a pris connaissance des données statistiques relatives à la question de l'amélioration de la situation du personnel forestier inférieur. Elle vouera toute son attention à cette question, et prie le Comité permanent de lui faire en temps et lieux des propositions à ce sujet.

M. *Roulet* se rallie à la proposition de M. *Baldinger*.

La motion de M. *Baldinger* est adoptée.

On donne lecture à l'assemblée d'une lettre de la Section de Zurich de la Société pour l'industrie des bois, demandant que la Société des Forestiers Suisses prenne en mains une régularisation dans le mesurage des bois. Attendu que dans certains Cantons le mesurage a encore lieu sur l'écorce.

M. *Liechti* croit qu'il serait de notre devoir de tâcher d'amener plus d'uniformité dans les mesurages. Il propose de nommer un rapporteur et de renvoyer la chose à la réunion de 1895.

M. *Baldinger* voudrait arriver aussi à des mesurages uniformes pour toute la Suisse. Les calculs du rendement seraient ainsi uniformes et les données statistiques pourraient être comparées, ce qui est impossible actuellement. Le travail des diverses administrations serait aussi bien facilité. M. *Baldinger* dépose la motion suivante :

Dans le but de donner plus de valeur aux rapports et Comptes publiés annuellement par les administrations forestières cantonales, le Comité permanent est invité à faire sans retard les démarches nécessaires dans ce but auprès des autorités cantonales.

M. *Théraulaz* félicite le promoteur et émet le vœu que les autorités cantonales en soient au plus tôt nanties.

La motion de M. *Baldinger* est adoptée.

On entend ensuite la lecture des divers travaux.

M. *Niquille* : Du boisement normal d'une contrée et des moyens propres à l'obtenir. (Voir N° 11 et 12 de l'année 1894 de ce journal.)

M. *Liechti* traite le même sujet mais en faisant ressortir l'importance climatérique de la forêt.

Herr Präsident! Meine Herren!

Es ist ein alter Brauch, dass eines der beiden Hauptthemata unserer Jahresversammlungen mit Rücksicht auf den jeweiligen Versammlungsort ausgewählt wird, um einerseits auch Nichtfachleute an unsern Verhandlungen zu interessieren und um Gelegenheit zu bieten, dass der Kanton, in welchem wir unsere Versammlung abhalten, möglichst Nutzen davontrage. Von diesem Gesichtspunkte aus dürfte sich eine Besprechung des Bewaldungsverhältnisses vollkommen rechtfertigen, zumal da in einer der letzten Sitzungen des freiburgischen Grossen Rates auf eine aus landwirtschaftlichen Kreisen hervorgegangene Motion hin die Regierung eingeladen worden ist, zu prüfen, *ob nicht das kantonale Forstgesetz im Sinne des Verbotes bleibender Waldausreutungen und der Anlage neuer Schutzwaldungen auch ausserhalb des eidgenössischen Forstgebietes zu revidieren sei*. In der Begründung der Motion wurde ausdrücklich betont, dass im Sensenbezirk infolge von Entwaldung häufigere Hagelschläge auftreten und dass die Landwirtschaft dadurch gefährdet sei.

Nachdem die Schutzwaldfrage somit vor unsern Landesbehörden anhängig ist, werden Ihnen dieselben für die Anregungen und Belehrungen, die sich aus der heutigen Diskussion dieses Themas ergeben, sehr dankbar sein.

Entsprechend dem Zweck unserer Diskussion, lassen wir die Gebirgszone, für welche die Schutzwaldfrage in befriedigender und ausreichender Weise durch das eidgenössische Forstgesetz gelöst ist, ausser Betracht und befassen uns nur mit dem zum Hügellande und zur Ebene gehörenden Landesteil.

Bevor wir an die Beantwortung der in unserm Thema gestellten Fragen herantreten, erscheint es angezeigt, zunächst die bezüglichlichen gesetzlichen Vorschriften und den gegenwärtigen Stand der Bewaldung ins Auge zu fassen. Hierbei ist zu konstatieren, dass der Gesetzgeber schon im Jahre 1850 die Erhaltung der Schutzwaldungen anstrebte, indem er für die unter staatlicher Aufsicht stehenden Waldungen vorschrieb (Art. 49):

„Die mit Holz oder Gesträuch bestockten, den Abrutschungen oder Lawinen ausgesetzten steilen Abhänge, die Anhöhen, welche dieselben beschützen, oder deren Wiederbestockung zweifelhaft und schwierig wäre, die Einhänge der Flüsse, Wildwasser und Bäche, insofern dieselben nicht durch hinlängliche Arbeiten geschützt sind, dürfen weder ausgereutet, noch kahl abgetrieben werden.“

Für die *Privatwaldungen* lautet die Vorschrift (Art. 116):

„Unbedingt verboten sind die Ausreutung und selbst die Führung kahler, oder die gänzliche Entblössung von Holz herbeiführender Schläge in Waldungen, deren Boden zu einer andern Kultur nicht geeignet ist, oder welche an steilen Hängen stocken und deren Ausreutung oder unvorsichtige Abholzung für den Waldboden selbst oder für die benachbarten Besitzungen durch Veranlassung von Erdbeben oder Lawinen, oder

durch Begünstigung der Verwüstungen durch Gewässer oder durch Wind schädlich werden können.“

Auch für Privatwaldungen wurde die Bestimmung aufgenommen (Art. 51), dass *bei zusammenhängenden Hochwaldungen mehrerer Besitzer, wo eine Abholzung, je nach dem Bestande und der Lage des Waldes, Windschaden verursachen könnte, der Abtrieb erst nach Führung eines Vorbereitungstriebes erfolgen darf, welcher dem Abtriebsschlag wenigstens drei Jahre vorangehen soll.*

Herr Präsident! Meine Herren!

Die vorerwähnten Gesetzesbestimmungen vom Jahre 1850 enthalten eine Definition des Schutzwaldes, die im wesentlichen mit derjenigen neuerer Erlasse, z. B. des eidgenössischen Forstgesetzes vom Jahr 1876 und des württembergischen Forstpolizeigesetzes vom 8. September 1879 übereinstimmt, und es ist auch nicht dem Gesetz zur Last zu legen, wenn gleichwohl mit der Abholzung der Privatwaldungen fortgefahren wurde.

In der That sah sich die kantonale Forstkommission schon wenige Jahre nach dem Erlass des Gesetzes, infolge zahlreicher und schwerer Zuwiderhandlungen hinsichtlich der Entwaldung der in Art. 49 und 116 bezeichneten Örtlichkeiten veranlasst, durch das Forstpersonal eine Untersuchung der vorgekommenen Abholzungen vornehmen zu lassen und der Regierung Vorschläge zur Abhilfe zu machen, welche in einem Beschluss vom 25. Mai 1858 ihren Ausdruck fanden. Derselbe bildete gewissermassen eine Vollziehungsverordnung zum Forstgesetz und ist, wenn auch vielfach in Vergessenheit geraten, noch heute in Kraft. Die wichtigsten Bestimmungen desselben sind:

„Jeder Holzschlag auf den in Art. 48, 49 und 116 vorgesehenen Örtlichkeiten ist durch den Kreisforstinspektor auf Kosten des Eigentümers anzuzeichnen, insofern es sich nicht um Waldungen handelt, die der Forstverwaltung unterstellt sind. Die Gemeinderäte sind verpflichtet, den Forstinspektor oder das Oberamt von gesetzwidrigen Holzschlägen auf ihrem Gemeindebann in Kenntnis zu setzen.

Die Forstinspektoren sollen durch Vermittlung der Oberämter jeden Holzschlag, der dem Art. 116 widerspricht, sofort einstellen.“

Soweit die gesetzlichen Vorschriften betreffend die Privatwaldungen ; Gemeinde- und Korporationswaldungen dürfen ohne staatsrätliche Bewilligungen weder verkauft noch ausgereutet werden.

Was nun das *Bewaldungsverhältnis* betrifft, so ist der Kanton Freiburg recht ungünstig situiert, nimmt doch die Waldfläche mit nur 17,64 % der Gesamtfläche nach Abzug der Seeflächen und der Flächen ob der Waldvegetationsgrenze, bei einem Durchschnitt von 27,15 %, von Genf und Basel-Stadt abgesehen, in der Schweiz *den niedrigsten Rang* ein. Dazu kommt noch, dass sich nach den Erhebungen des Herrn Referenten in 17 Gemeinden, deren Kadaster während der letzten 10 Jahre revidiert worden ist, für die letzten 20 Jahre eine Verminderung der Waldfläche

von 2103 ha. um 216,63 ha., d. h. jährlich um $\frac{1}{2}\%$ ergibt. Auf das ausserhalb des eidgenössischen Forstgebietes gelegene Privatwaldareal von 8416 ha. übertragen, entspricht dies einer jährlichen Verminderung um 43 ha., und da sich dieselbe ausschliesslich auf den Privatwald erstrecken kann, einem gänzlichen Verschwinden desselben innert 191 Jahren.

Referent betont ausdrücklich, dass in den 17 in Berechnung gezogenen Gemeinden nicht etwa ausserordentliche Holzschläge vorgekommen seien, wie in manchen andern, wo die Entwaldung doppelt so rasch vorrücke.

Herr Präsident! Meine Herren!

Die Beurteilung der Bewaldung einer bestimmten Landesgegend wird vor allem aus bedingt durch den Einfluss, welcher dem Wald im Haushalt der Natur zugestanden wird und über diesen Punkt sind die Gelehrten und auch die Fachleute noch nicht einig. Es könnte zwar überflüssig erscheinen im Schosse des schweizerischen Forstvereins hierüber zu reden, allein die Art und Weise, wie jüngst der sehr doktrinäre „klimatische Schutzwald“ des Mittellandes und des Jura von einem Gebirgsforstwirt in unserm Vereinsorgan behandelt wurde, veranlasst mich, etwas näher darauf einzutreten. Nach dem berührten Artikel soll der Wald nach allen bisherigen wissenschaftlichen Untersuchungen über die Waldklimafrage die ihm zugeschriebenen klimatischen Einflüsse entweder gar nicht, oder doch nur in einem so geringen Grade besitzen, dass man denselben kaum eine praktische Bedeutung für die Witterung und das Klima eines Landes zuschreiben darf.

Es ist nun keineswegs leicht, die Wirkung des Waldes auf die meteorologischen Erscheinungen zahlenmässig nachzuweisen, allein langjährige Erfahrungen und auch exakte Beobachtungen haben doch zu der Erkenntnis geführt, dass, wie Oberforstrat von Fischbach in seiner Abhandlung über den Kulturwert des Waldes sagt, ein Land ohne Wald ökonomisch und physisch nicht oder nur höchst dürftig bestehen kann und seine Bewohner zu einer höhern Kulturstufe sich nicht aufzuschwingen im Stande sind, weil ihnen ein wesentlicher Teil der Grundlage für eine normale geistige Entwicklung abgeht.

Nach derselben Quelle bestätigen die Ergebnisse der neuesten Volkszählung in Frankreich ebenfalls den Parallelismus zwischen Entwaldung und Entvölkerung. In 30 Departementen, in welchen die Waldrodungen überhand genommen haben, hat die Bevölkerung seit 1886 um 80,000 Seelen abgenommen und der Berichterstatter fügt noch ausdrücklich bei: Es darf als ein Naturgesetz gelten: Sollen die Thäler bewohnt sein, so müssen die Berge einen ausgedehnten Waldbestand aufweisen; denn wenn dieselben kahl sind, so beginnen Bergwässer und Giessbäche ihr Zerstörungswerk, ohne dass ihnen Hindernisse im Wege stehen, vernichten die Kulturen und schwemmen die pflanzennährende Erdkrumme fort. Der Landbewohner, den der unfruchtbar gewordene Boden meist nicht mehr ernähren kann, lebt in Elend und Dürftigkeit, oder kehrt seiner Heimat den Rücken und wandert aus.

Der Wald übt einen wohlthätigen Einfluss aus auf die Zusammensetzung und Beschaffenheit der Luft; die Luft im Walde und auf Bergen, sagt Dr. Ebermayer, hat ebenso wie gute reine Landluft den Vorzug, dass sie frei ist von den oft schädlichen Gasen, Dünsten und Gerüchen, welche in Städten durch stark verunreinigten Boden oder durch Fabrikanlagen vielfach erzeugt werden; auch nicht verunreinigt ist durch den Rauch und Russ, der in Städten durch tausende von Kaminen der Luft beständig zugeführt wird, endlich frei ist von dem Strassenstaub, der die Bewohner der Städte oft so sehr belästigt und gesundheitsschädliche Wirkungen haben kann. Als charakteristische Eigentümlichkeit der Waldluft muss hervorgehoben werden, dass sie in der wärmern Jahreszeit nicht nur beträchtlich kühler, sondern auch relativ viel feuchter ist, als die Landluft.

Die Temperatur im Innern des Waldes ist geringern Schwankungen unterworfen, als im freien Felde; der Wald mildert somit die Extreme zwischen Hitze und Kälte, wenn auch der durchschnittliche Unterschied zwischen der Lufttemperatur in und ausser dem Walde nur 1 ° C. beträgt. Während der Vegetationszeit und besonders im Hochsommer steigt er freilich bis zu 3 °, d. h., es ist die Luft im freien Felde am Schatten bis 3 ° wärmer, als die im Walde.

Ähnlich verhält es sich mit der Temperatur des Waldbodens, nur sind hier die Unterschiede noch grösser und steigen bis zu 7 und 8 ° C.

Der wichtigste klimatische Faktor, die Feuchtigkeit der Luft und der damit zusammenhängende Regenfall wird durch die Bewaldung in hohem Masse beeinflusst. Wenn auch manche Gelehrte dem Wald jegliche Einwirkung auf die Regenmenge und die Verteilung derselben absprechen, so liegen doch andererseits viele Beobachtungen vor, welche einen wohlthätigen Einfluss deutlich erkennen lassen.

Wir entnehmen der vorerwähnten Abhandlung des Oberforstrates von Fischbach folgendes unantastbares Beispiel aus der Lüneburger Heide, wo in neuerer Zeit die Provinzialregierung von Hannover ausgedehnte Aufforstungen vornehmen lässt. „Dort wurde im Jahre 1882 inmitten einer solchen etwa 7500 ha. umfassenden, neuangelegten, mit Kiefern und Eichen bepflanzten Fläche, auf welcher die ältesten Kulturen noch nicht über 20 Jahre alt waren, die Beobachtungsstation Lintzel eingerichtet und es ergab sich, dass mit der sich erweiternden Waldanlage und mit dem steigenden Alter des Holzes die Regenmenge fortwährend zunahm. Die gesammelten Zahlen wurden verglichen mit denen der benachbarten Stationen Bremen, Hamburg, Lüneburg, Gardelegen und Oslebshausen. Anfänglich hatte Lintzel noch eine merklich geringere Regenhöhe als alle diese; sie wuchs jedoch von Jahr zu Jahr, wie nachfolgende Zahlen erkennen lassen, die den Regenfall in Lintzel nach Prozenten des Mittels sämtlicher Vergleichsstationen während der Jahre 1882 bis 1888 angeben, nämlich 81,8; 86,3, 95,2; 99,8; 100,6; 103,7, und 103,9.

Am Schlusse dieses Zeitabschnittes waren etwa 80 Prozent dieser Fläche bewaldet, zuvor aber nur etwa 3 Prozent. Diese Erfahrungen sind um so wertvoller, weil sie die bisher fast allgemein geglaubte Annahme, dass eine Bewaldung in der Ebene, namentlich in einer Tiefebene, klimatisch (besonders auf die Regenmenge) nicht den mindesten Einfluss habe, vollständig über den Haufen werfen. Es ist dies wieder ein Beispiel dafür, dass man mit solchen allgemeinen Behauptungen sehr vorsichtig sein muss; denn es liesse sich eine ganz stattliche Zahl von meteorologischen Autoritäten namhaft machen, welche noch vor kurzem jene Ansicht festhielten, was diesen beweisenden Zahlen gegenüber nun nicht mehr möglich ist.

Schwer nachweisbar ist der Schutz der Bewaldung gegen Hagelschlag und es ist wohl das letzte Wort in dieser Frage noch nicht gesprochen. Doch liegen auch in dieser Hinsicht so zahlreiche Beobachtungen vor, dass die allgemein verbreitete Ansicht, dass bewaldete Höhen die Hagelbildung verhindern oder den Zug der Hagelwetter beeinflussen, nicht jeglicher Begründung entbehren kann.

Als unbeanstandet kann dagegen der Einfluss des Waldes auf die Speisung der Quellen, auf die Aufnahmefähigkeit des Bodens für das Meteorwasser, somit auf das Anschwellen der Bäche und Flüsse, auf die Bildung neuer Wildbäche und auf die Bodenabschwemmungen und -Abrutschungen und auf die Lawinen betrachtet werden.

Ohne hierauf weiter einzutreten, und wenn auch teilweise die wissenschaftlichen Beweise fehlen, so können wir doch mit Fischbach sagen, dass der herrliche Wald, die Krone der Pflanzenwelt, mit Hunderten von offenen und geheimen Fäden eingreift in den grossen wohlgeordneten Haushalt der Natur und in demselben ein unentbehrliches Glied bildet, dessen wohlthätige Wirkungen ohne alles und jedes Zuthun des Eigentümers und ohne irgend ein Opfer von seiner Seite der Gesamtheit aller Landesbewohner zu gute kommen, dessen Schädigung und Vernichtung andererseits der anwohnenden Bevölkerung wesentliche Vorbedingungen zu ihrem Fortkommen entzieht.

Herr Präsident! Meine Herren!

Was hiervon über den klimatischen Einfluss des Waldes gesagt worden ist, gilt nicht nur für das Gebirge, sondern ebenso sehr auch für unser Hügelland und für den Jura; auch hier trifft für viele Waldungen die Bezeichnung Schutzwald voll und ganz zu und es sind mit Rücksicht auf den höhern Bodenwert in diesen Regionen die schädlichen Folgen der Entwaldungen kaum geringer anzuschlagen als im Gebirge.

Gehen wir nun unter Berücksichtigung der dem Wald zugewiesenen Aufgaben zur Beantwortung der Frage über, *welche Oertlichkeiten sollen unter normalen Verhältnissen mit Wald bestockt sein?*

Dieselben lassen sich wie folgt gruppieren:

1. Der absolute Waldboden, d. h. derjenige, der zu einer andern Kultur untauglich ist.

2. Die Anhöhen, die Rücken der Berge und Hügel, welche für die Speisung der Quellen, und zum Schutz gegen Winde und Hagel von Bedeutung sind.
3. Alle steilen Abhänge, die Einhänge der Thäler und Schluchten, die den Abschwemmungen und Abrutschungen ausgesetzten Bach- und Flussufer.

Hier hat der Wald das Regen- und Schneewasser zurückzuhalten, das Anschwellen der Gewässer zu verhindern und den Boden vor Abschwemmungen zu schützen.

Es lässt sich zwar nicht bestimmen, der wievielte Teil der Gesamtfläche eines Landes mit Wald bestockt sein müsse, damit dasselbe in Bezug auf Zuträglichkeit für dessen Bewohner, auf die Produktionsverhältnisse, auf Bodenerhaltung und auf Deckung des Holzbedarfs die günstigsten Bedingungen darbiete; das Verhältniss variiert notwendigerweise je nach der Höhenlage, der Bodenkonfiguration, der geologischen Beschaffenheit, der Betriebsart, der Bevölkerungszahl etc. So viel aber darf mit Sicherheit angenommen werden, dass im schweizerischen Hügelland und besonders in dem ausserhalb des eidgenössischen Forstgebietes liegenden Teil des Kantons Freiburg der Wald vielerorts unter das zuträgliche, normale Mass zurückgedrängt ist und dass somit auch der zweite Teil unseres Themas seine Berechtigung hat.

Die Mittel zur Herstellung der normalen Bewaldung sind:

1. Das Verbot weiterer Entwaldung auf den im weitesten Sinn als Schutzwald zu betrachtenden Oertlichkeiten.
2. Die Aufforstung derjenigen Orte, welche nach den vorhergehenden Ausführungen mit Wald bestockt sein sollten, gegenwärtig jedoch unbewaldet sind.
3. Die Erhaltung der Wälder in voller Bestockung und wo immer möglich im Hochwaldbetrieb, der der Erreichung des Schutzzweckes am förderlichsten ist.

An der Berechtigung des Staates zum Erlass ausreichender Vorschriften zur Erreichung dieses Zieles ist nicht zu zweifeln; auch der Privatwaldbesitzer muss sich, wie das auch vom Herrn Referenten betont worden ist, diejenigen Beschränkungen in der Ausübung seines Eigentumsrechtes gefallen lassen, die durch die Rücksichten auf das allgemeine Wohl bedingt sind.

Ich kann aber dem Referenten nicht beistimmen, wenn er für evident annimmt, dass der Besitzer von Schutzwaldungen durch strengere forstpolizeiliche Vorschriften in Schaden komme und dass sein Besitz dadurch an Wert verliere. Jedes gute Forstgesetz wird auf den nachhaltigen Ertrag der ihm unterstellten Waldungen günstig einwirken und wenn auch das Eigentumsrecht eine Beschränkung erleidet, so wird doch der wirkliche Wert der Schutzwaldungen nicht vermindert.

Wo der Boden, der sich zur Anlage neuer Schutzwaldungen eignet, im Privatbesitz steht, da wird die Aufforstung in den meisten Fällen nur durch das Mittel der Expropriation durch den Staat erreicht werden

können. Solche Waldanlagen erfordern grosse Opfer und sind daher ohne die Mithilfe des Bundes kaum ausführbar. Schon aus diesem allerdings gewichtigen Grund stimme ich mit dem Referenten darin vollkommen überein, dass sich unser Ziel, die Herstellung und Erhaltung der normalen Bewaldung im Hügelland und in der Ebene, wenn nicht einzig und allein, so doch unstreitig am vollkommensten und in kürzester Zeit erreichen lässt durch *die Ausdehnung der Bundesaufsicht über das Forstwesen auf die ganze Schweiz.*

Es kann zugegeben werden, dass das Hochgebirge der forstlichen Oberaufsicht in höherem Masse bedarf als der Jura und das Hügelland und es ist deshalb auch erklärlich, dass man sich bei Erlass des ersten eidgenössischen Forstgesetzes auf dasjenige Gebiet beschränkte, für welches die Intervention des Bundes am dringendsten war. Seither hat die Wichtigkeit des Schutzes von Grund und Boden unstreitig zugenommen; die Bundesaufsicht wird in der Gebirgszone immer mehr als eine Hilfe denn als eine Last empfunden und so dürfte es an der Zeit sein, nach 20 Jahren wieder einen Schritt weiter zu gehen, die Wohlthat des eidgenössischen Forstgesetzes dem ganzen Land zu teil werden zu lassen und damit eine einheitliche forstliche Gesetzgebung anzubahnen.

Enfin M. de Coulon traite de la méthode des éclaircies par le haut ou méthode Boppe. (Voir N^o 5 et 6, 1895 de ce journal.)

Ces trois importants travaux ayant été reproduits au complet dans le Journal suisse d'économie forestière il est inutile d'en donner ici un résumé qui d'ailleurs ne pourrait être qu'une image bien terne des travaux présentés; nous nous contenterons donc de résumer la discussion qui suivit l'exposé de ces sujets.

M. Liechti voit dans la méthode des éclaircies par le haut toute une révolution à faire subir à nos usages. Il espère que pour en faciliter l'étude le travail de M. de Coulou paraîtra soit en français soit en allemand dans notre Journal. Le système Boppe tend à favoriser la production des gros bois et la croissance des sous-bois, c'est ce que les allemands ont essayé au moyen des méthode du Lichtungsbetrieb et Plänterbetrieb.

M. de Blonay est d'accord avec les conclusions de M. de Coulon.

Il pratique cette méthode depuis 9 ans et en a obtenu d'excellents résultats. Il y a cependant quelques inconvénients à l'emploi de ce système, comme l'a fait remarquer M. de Coulon. Ces inconvénients disparaissent si l'on a soin de marteler sa coupe à l'avance comme le faisait M. Gurnaud et, si les travaux se font à la tâche et non à la journée.

M. Bertholet estime l'emploi de ce système excessivement difficile et dangereux dans les forêts communales.

M. Bühler nous montre l'origine de ce système. Dans les forêts mélangées de la France où le chêne est l'essence principale, mais souvent dominée, on est obligé de recourir à de semblables procédés;

de cette exception est né le système. Dans des cas spéciaux cela peut avoir du bon, mais on ne peut pas et ne doit pas passer de quelques cas exceptionnels à l'établissement d'une méthode. M. Bühler a vu plusieurs massifs traités de cette manière et n'en a pas gardé bon souvenir. On obtient par cette méthode ce que M. Bühler appelle le bois de paysan (Bauernwald) que chacun se représente facilement. Il n'est pas non plus prouvé que le but que l'on se propose soit atteint de cette manière ; M. le Professeur fait rentrer cette méthode dans la classe d'éclaircie II. Vu la minime croissance des sous-bois qui seront appelés à reconstituer le massif il est à présumer que l'effet attendu de cette méthode sera manqué. De plus l'emploi de ce traitement rend encore plus difficile l'abatage et la sortie des bois. Ce système n'a d'ailleurs (jusqu'ici) été employé que sur une petite échelle, jamais encore on ne l'a utilisé en grand, on n'a donc pas encore de données certaines à ce sujet. Il faudrait voir ce que l'on obtiendrait par son emploi en grand. M. Bühler émet encore un doute sur la justesse de la dénomination française de cette méthode.

M. *de Coulon* répond à la dernière remarque de M. Bühler que cette méthode se pratique en France depuis plus de 50 ans et qu'elle est enseignée à l'école forestière de Nancy. Il demande ensuite que la discussion soit renvoyée à l'après-midi, une excursion en forêt devant nous mener à une éclaircie du système développé ce matin.

M. *Merz* émet le desideratum que les travaux présentés soient livrés à l'impression, pour deux raisons ; d'abord comme remerciements aux auteurs et ensuite pour en faire profiter aussi les absents. Les finances manquent, il est vrai, mais la rédaction trouvera un moyen de les insérer dans le journal.

M. *Roulet* fait remarquer que M. Liechti a déjà demandé cette impression du moins pour le travail de M. de Coulon. Pour les autres travaux il faudra se laisser guider par les circonstances financières.

M. *Frey* ne met pas en doute que tous les travaux soient publiés.

On décide alors de publier tous les travaux, soit de MM. Niquille, Liechti et de Coulon, puis la séance est levée à midi et demie.

La séance levée, les forestiers se rendirent en corps à l'hôtel du Faucon où avait été servi le banquet. Je n'entreprendrai pas de décrire ici la richesse verdoyante des décors sylvestres de la salle, pas plus que je n'essayerai de dépeindre la gaieté et la bonne et franche camaraderie qui ne cessa de régner pendant le repas. Divers orateurs se firent successivement entendre, Je n'essayerai pas non plus de rapporter ici tous les excellents discours que nous eûmes à applaudir, qu'il me suffise de citer quelques orateurs parmi lesquels figurent en première ligne MM. Roulet, Théraulaz, Gottrau, Puenzieux, etc. Après que les vins d'honneur, offerts par le Conseil d'Etat et le Conseil communal de Fribourg, eurent amené le diapason à un ton suffisamment élevé et la coupe forestière ayant circulé dans tous les rangs, le banquet est déclaré clos et MM. les forestiers sont invités à se diriger vers les forêts cantonales de Chatillon, Monterban.

M. *Weck*, inspecteur forestier de l'arrondissement dans lequel se trouvent les forêts sus-mentionnées, nous fait parcourir quelques massifs de hêtre pour nous conduire enfin visiter la surface éclaircie par le haut. Cette parcelle a été éclaircie après démarcation opérée par M. de Coulon. Malheureusement nous ne pouvons guère juger ici des effets que ce mode de traitement doit produire sur un massif, car c'est la première fois que la parcelle où nous nous trouvons subit un pareil traitement.

Les critiques ne tardent pas à se faire entendre et les assertions de M. de Coulon sont vivement battues en brèche. Celui-ci ne se décourage pas cependant et répond à chacune des objections qui lui sont proposées.

Une halte a lieu ensuite à l'auberge de la Glane et chacun rentre à Fribourg se préparer, en entendant l'excellente musique de Landwehr, à entreprendre le lendemain l'excursion à Attalens-Palézieux.

Le départ, bien que fixé à une heure fort matinale, se fit sans avoir à enrégistrer une seule défaillance. Le trajet de Palézieux-Gare à Attalens se fit dans des voitures ornées de sapelots enrubannés et garnies de verdure et de guirlandes de mousse. Après un petit trajet à pieds nous entrons dans les magnifiques massifs de hêtre de Montessingez sur lesquels M. von der Weid, inspecteur forestier de l'arrondissement et M. le professeur Bühler nous donnent quelques renseignements. Une halte de dix heures, servie sous l'ombre de grands hêtres et offerte par le Conseil communal d'Attalens, est accueillie de chacun. M. Roulet remercie le Conseil communal d'Attalens de sa charmante attention puis nous nous acheminons vers les massifs du Mont Vuarat où M. le prof. Bühler nous fait admirer de magnifiques massifs d'épicéa et de sapin et quelques surfaces d'essais forestiers. Le retour à Attalens s'effectue en passant par la pépinière alpestre que chacun s'accorde à trouver en parfait bon ordre et très bien cultivée. Un banquet réunit ensuite les forestiers et le Conseil communal d'Attalens. Inutile de dire que la bonne humeur en fut le principal ornement. Comme orateurs nous entendons encore ici M. le curé d'Attalens et M. Kramer.

Dans l'après-midi les participants se scindèrent. La majeure partie prit la route de ses foyers, tandis qu'un petit nombre se dirigeait à pied sur Châtel-St-Denis pour prendre les voitures qui devaient les conduire encore le même soir à Bulle.

Le 22, au matin, deux voitures conduisaient les quelques intrépides restés fidèles jusqu'à la Villette pour aller de là visiter les travaux de l'Oberrückwald. Je ne m'arrêterai pas à la description de ces ouvrages, le Journal suisse en donnant des détails suffisants. Qu'il me suffise de dire que cette journée ne fut pas la moins agréable ni la moins instructive, grâce à l'amabilité et à l'obligeance de M. l'inspecteur fédéral Coaz. La halte offerte par le Conseil communal de Bellegarde fut très appréciée et M. Bertholet en quelques paroles bien senties remercia le Conseil de sa bienveillance.

Malheureusement tout finit, même les meilleures choses et le soir nous nous séparions avec regrets et chacun rentrait dans ses foyers, emportant le meilleur souvenir des trois jours passés à parler de nos chères forêts et à les parcourir. Puissent ces trois jours passés à Fribourg rester pour chacun de nos hôtes un souvenir heureux et leur inspirer le désir de venir bientôt nous y retrouver.

Les Secrétaires,

Pierre de Gendre.

Marcel von der Weid.

Versammlung des schweizerischen Forstvereins in Lugano am 4., 5. und 6. August 1895.

Schon seit einiger Zeit ist das Lokalkomitee mit der Organisation der nächsten Forstversammlung beschäftigt und unsere Freunde und Kollegen jenseits der Alpen können eines herzlichen Empfanges im schönen Lugano zum voraus versichert sein.

Längst schon wollten wir die Einladung und das Programm versenden, begegneten aber in der *Wahl des Zeitpunktes* für Abhaltung der Versammlung grossen Schwierigkeiten. Gerne hätten wir den vom ständigen Komitee vorgeschlagenen Zeitpunkt (Mitte August) gewählt, allein in jenen Tagen findet in Bellinzona ein kantonales Schützenfest statt. Ende August und Anfangs September werden unsere Freunde der Westschweiz zum grössten Teil Militärdienst (Truppenzusammenzug) mitmachen und Mitte September findet die schweizerische landwirtschaftliche Ausstellung in Bern statt, auf welche doch auch Rücksicht genommen werden muss. So blieb uns nichts anderes übrig als zwischen Anfangs August und Ende September zu wählen, und da in letzterem Zeitpunkt die Tage schon sehr kurz sind, wählten wir den erstern auch auf die Gefahr hin, dass die Schweisstropfen reichlich fliessen werden. Es wird dann unsere Pflicht und Schuldigkeit sein, für Ersatz derselben besorgt zu sein.

Das Lokalkomitee ist aus folgenden 11 Mitgliedern zusammengesetzt:

1. Präsident: Ständerat Simen, Forstdirektor, Bellinzona.
2. Vice-Präsident: Kantons-Forstinspektor Merz, Bellinzona.
3. Sekretär und Kassier: Kreisförster v. Seutter, Lugano.
4. Mitglieder: Adv. Vegezzi, Stadtpräsident von Lugano.
5. Carlo Galli, Stadtrat, Lugano.
6. Ingenieur Giovanni Lubini, Lugano.
7. Grossrat Em. Balli, Präsident des kantonalen landwirtschaftlichen Vereins, Locarno.

8. Mitglieder: Schulinspektor Mariani, Sekretär des kantonalen landwirtschaftlichen Vereins, Locarno.
9. Grossrat Oreste Gallacchi, Breno.
10. Kantons-Ingenieur P. Veladini, Lugano.
11. Em. Egloff, Direktor der Generosobahn, Capolago.

Das Komitee wird für gutes und billiges Logis (Fr. 1.50—2.—) besorgt sein und die Festkarten samt Quartierbillets am Sonntag den 4. August nach Ankunft der Züge am Bahnhof austeilen.

Das Gemeinderatshaus (früher Regierungspalais) in Lugano ist bekanntlich ein sehr schöner Bau und der Stadtrat von Lugano hat es sich nicht nehmen lassen, in seinem prächtigen, mit kostbaren Gemälden ausgeschmückten Saale die Festteilnehmer am ersten Abend zu begrüßen und denselben dort den vino d'onore zu kredenzen. Nachher wird uns die vorzügliche Stadtmusik von Lugano mit einem Konzert erfreuen.

Den Glanzpunkt der diesjährigen Forstversammlung wird jedenfalls die Fahrt auf den unvergleichlich schönen Generoso am 5. August bilden, um nicht in dem althergebrachten Grossratssaal, sondern droben in 1700 m. Höhe zu tagen und zugleich die frische Luft und die herrliche Aussicht auf die lombardische Ebene zu geniessen.

Wir wollen hoffen, dass die Geschäfte und Referate uns nicht zu stark in Anspruch nehmen werden. Was mein Referat betrifft, werde ich einige Mitteilungen machen über die Bewirtschaftung unserer ausgedehnten Niederwaldungen und speciell über das hier fast allgemein übliche *Ueberhalten der jüngern Stockausschläge in Buchenwaldungen (Furetage)* und dabei zum Schlusse kommen, dass diese Behandlung der Buchenniederwälder ihre Berechtigung hat, namentlich wo es sich um Schutz des Bodens und der zu verjüngenden Bestände gegen die brennenden Sonnenstrahlen und gegen das Weidevieh handelt. Da dieses Wirtschaftssystem nur in den Cevennen und in Savoyen, in Oberitalien, im Wallis und im Tessin vorkommt, so wird es die Herren Kollegen gewiss interessieren, über unsere diesbezüglichen Erfahrungen etwas Näheres zu vernehmen.

Herr Kreisförster von Seutter wird uns in seinem Referat auf die am 6. August auszuführende Exkursion ins Val Colla vorbereiten, wo in den letzten 15 Jahren 128 ha. Weiden und Rüfen mit 1,115,000 Pflanzen aufgeforstet und eine Unmasse von Erdschlipfen verbaut wurden. Die Gesamtkosten beliefen sich auf Fr. 308,000, wovon Fr. 65,500 auf die Kulturen und Fr. 242,500 auf die Verbauungen fallen.

Nach dem Bankette, das im grossen Saale des Generoso-Restaurant stattfinden wird, werden die verehrten Gäste einen Spaziergang auf den Gipfel des Generoso machen (ca. 20 Minuten). Wir wollen nicht aufzuzählen beginnen, was man da droben alles sehen kann, könnten wir ja doch nur ein unvollständiges, blasses Bild geben von der herrlichen Fernsicht und dem Bijoux, Lugano mit seinem romantischen See und den reichbewaldeten Hügeln, die sich an den Fuss des Generoso anschmiegen. Jedermann wird die Ueberzeugung mit nach Hause nehmen,

dass der Generoso seinen Namen verdient und nicht umsonst die Rigi der italienischen Schweiz genannt wird.

Auf dem Rückweg nach Bellavista werden wir eine schöne Kultur durchschreiten, welche zum Schutze der Generosobahn angelegt wurde, und einigen gut gepflegten Buchenwäldern in der Nähe jener Station einen Besuch abstatten.

Nach der Rückfahrt vom Generoso wird uns ein Extra-Dampfschiff noch vor Heimkehr nach Lugano auf dem reizenden Ceresio herumführen, von wo aus die gedehnten Kastanien-, Buchen-, Eichen- und andere Niederwälder bequem besichtigt werden können.

Am 3. Festtage werden zahlreiche Fuhrwerke die Gäste nach Bidogno, Val Colla (14 Km.) befördern, um im Thale von Bidogno die in den Jahren 1892/94 ausgeführten Kulturen (ca. 50 ha.) und Verbauungen zu besuchen, welch' letztere 65,000 Fr. kosteten und als sehr gelungen bezeichnet werden dürfen. Nach dieser wenig anstrengenden, höchst interessanten Tour werden wir auf dem Piano di Caromano eine wunderbar schöne Aussicht, und was uns noch angenehmer sein wird, ein gebirgmässiges Frühstück (colazione alla „montanara“) finden, das uns um so besser schmecken wird, da es von den strammen Mädchen des Collathales, die ja bei den Aufforstungs- und Verbauungsarbeiten auch tüchtig mitgewirkt haben, serviert werden wird.

Den Abschluss der Exkursion wird der Besuch des in der Nähe gelegenen ärmlichen Dorfes Corticiasca bilden, das seit einer Reihe von Jahren in Bewegung begriffen ist. Eine Anzahl Häuser sind bereits eingestürzt und eine grössere Katastrophe wird nicht ausbleiben, wenn die oberhalb dem Dorf liegenden Wiesen nicht entwässert und dessen Fuss nicht durch starke Verbauungsarbeiten gesichert wird. Ein vom Forstinspektorat ausgearbeitetes Projekt, welches Aufforstungs-, Entwässerungs- und Verbauungsarbeiten im Betrage von 120,000 Fr. vorsieht, ist vom h. Bundesrat bereits genehmigt und mit dem Maximum der Subvention (70% für die Aufforstungen und 50% für die Verbauungsarbeiten) bedacht worden. Trotzdem diesen Bundessubsidien noch die kantonale Unterstützung von 20% hinzugefügt wird, ist doch wenig Aussicht vorhanden für Ausführung der projektierten Werke, da die arme Ortschaft die ihr treffende Quote von ca. 30,000 Fr. kaum aufzubringen imstande sein wird.

Durch die ausgedehnten Erdrutschungen und die sie rechts und links umgebenden Kastanienselven (50—200jährige Bestände, die hauptsächlich zur Gewinnung der Früchte und des Laubes dienen) werden wir nach dem Casserate hinuntersteigen, der das ganze Collathal durchzieht und sich bei Lugano in den Ceresio ergiesst. Unser Fahrenpark wird uns alsdann in froher Fahrt über Tesserete und Cureglia nach Lugano führen.

Wem es die Geschäfte nicht gestatten, einen weiteren Tag im schönen Süden zu verweilen, kann gleichen Abends mit den Nachtschnellzügen heimkehren. Wir nehmen aber an, dass die meisten der

werten Gäste mit dem Gedanken nach Lugano kommen, daselbst doch wenigstens noch einen weiteren Tag zu verbringen.

Für diesen Tag haben wir *drei fakultative Exkursionen* vorgesehen, welche unter Führung je eines Mitgliedes des Lokalkomitees stattfinden werden, auch wenn nur wenige an denselben teilnehmen sollten.

Die *I. Exkursion* hat zum Ziele das *Fort in Airolo* und die in unmittelbarer Nähe desselben befindlichen *Lawinenverbauungen* (2372 m³ Mauerwerk) von *Albinasca* (1700—1900 M. ü. M.), sowie den dortigen ehrwürdigen Baumwald. An der Besichtigung des Fort können jedoch nur Schweizerbürger teilnehmen und für jeden einzelnen Besucher muss vorher vom schweiz. Militärdepartement specielle Erlaubnis eingeholt werden, was vom Lokalkomitee aus besorgt wird. Rechtzeitige Anmeldung ist daher dringend notwendig.

Eine *II. Gruppe* wird mit Rundreisebillet (I. Kl. Fr. 9. 60, II. Kl. Fr. 8. 85) über Porlezza, Menaggio-Bellagio nach Como reisen und Abends 7. 27 oder 10 Uhr über Chiasso in Lugano wieder eintreffen. Eventuell kann diese Gruppe ihre Reise auch bis Mailand ausdehnen mit ganz geringen Mehrkosten.

Eine *III. Gruppe* wird nach Ponte-Tresa und Luino gehen, um dem Lago maggiore, den prächtigen Borromäischen Inseln und Locarno einen Besuch abzustatten. (Rundreisebillet I. Kl. Fr. 10. 95; II. Kl. Fr. 8. 90). Ankunft in Bellinzona Abends 10. 30.

Die *Festkarte* wird 12 Fr. kosten und fünf Coupons enthalten, nämlich für

1. Fahrt mit Extra-Dampfschiff auf dem Luganersee.
2. Fahrt auf den Generoso und zurück.
3. Bankett auf dem Monte Generoso.
4. Fahrt ins Val Colla mit Fuhrwerken.
5. Colazione auf dem Piano Caromano (Val Colla).

Wir schliessen diese Notizen mit dem Wunsche, es möge die Forstversammlung in Lugano recht zahlreich besucht werden und die verehrten Gäste mögen gutes Festwetter mit sich bringen.

Merz.